



Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Mittal, ou l'affaiblissement programmé de notre sidérurgie

Près de 700 personnes (salariés et population), à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT, ont défilé le 22 avril dans les rues de Gueugnon.

Raisons de la colère : un projet de restructuration d'APERAM (branche aciers inoxydables de Mittal), qui prévoit 110 suppressions d'emplois sur le site de Gueugnon, 70 sur celui de Pont de Roide, ainsi qu'un transfert de production en Belgique.

Tandis que la direction d'APERAM se défend en avançant un projet d'investissement de 33 millions d'euros sur le site de Gueugnon, la CGT réplique, dans un contreprojet détaillé, qu'il faut doubler ce montant, pour assurer le maintien et le développement du site et des emplois.

Cette dérive, dénoncée au sein d'APERAM, est vécue de la même manière dans les sites du cousin ArcelorMittal (produits plats et longs), détenus par la famille Mittal depuis l'OPA sur Arcelor en 2006.

Le sous-investissement y est régulièrement dénoncé, la politique sociale du groupe également. En attestent les conflits tous récents dans des sites majeurs de production tels Dunkerque ou Fos-sur-Mer, ou encore dans plusieurs sites de transformation et distribution.

Mittal, c'est la mise en concurrence des salariés en Europe et dans le monde, la croissance externe en Inde ou en Chine (autrement dit, la délocalisation), la recherche absolue du profit : 500 millions de dollars aux actionnaires d'ArcelorMittal, pour 2020 (rachat d'actions), 1,5 milliard de dollars prévus pour 2021 (1,2 milliard sous forme de rachat d'actions et 300 millions en dividendes) ; tout ceci, au détriment évidemment des conditions de travail et de la sécurité des salariés : la recrudescence d'accidents graves et mortels en atteste malheureusement.

Une stratégie qui ne semble pas choquer le gouvernement, tandis que les deux groupes captent allègrement les aides publiques diverses et comptent en capter bien davantage (15 millions d'euros pour la décarbonation et 500 000 pour la numérisation) viennent d'être alloués pour le seul site de Fos-sur-Mer.

Deux commissions d'enquête parlementaire (Assemblée nationale en 2013, Sénat en 2019) ont pourtant tiré la sonnette d'alarme et enjoint l'Etat à intervenir dans la stratégie d'un secteur clé, fournisseur de toute notre industrie.

La mobilisation des sidérurgistes est solidaire, entre autre, de celle de leurs collègues de la filière auto, où les mêmes dérives sont constatées.

Entendre un gouvernement parler de reconquête industrielle, de relocalisations, de circuits courts et d'économie circulaire, tandis qu'il reste spectateur, et donc complice, de ce désengagement de multinationales, est réellement insupportable.

L'actualité nous le prouve encore, avec le fiasco de Liberty (groupe GFG), conduisant très probablement les sites d'Ascoval et Hayange à une nouvelle recherche de repreneurs. Bercy avait remis les clés de ces deux sites, l'été dernier, à Liberty, malgré les avertissements, en

France et en Europe, d'opacité financière concernant GFG et donc de risques avérés de non solvabilité du groupe.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT appelle les salariés, dans la sidérurgie, à poursuivre et amplifier les mobilisations pour l'emploi et l'investissement, afin d'imposer d'autres choix.

Montreuil, le 26 avril 2021

Pour la FTM
Philippe Verbeke
06.23.40.27.99

philippe.verbeke@arcelormittal.com